

Monsieur le Président, c'est la première fois depuis 1976 que je me présente devant votre Comité pour discuter des prévisions budgétaires du ministère des Affaires extérieures. Je dirige maintenant un ministère élargi, au mandat duquel s'est ajoutée la conduite du volet commercial et économique des relations internationales du Canada. Avec mes collègues, MM. Regan et Lapointe, qui m'assistent dans l'exécution de ce mandat élargi, je suis confronté à la tâche de conduire les relations extérieures du Canada dans un environnement international fort difficile.

L'année qui s'écoule n'a pas été facile. Chaque pays, riche ou pauvre, a subi les effets de la récession mondiale. Les économies industrielles sont affligées par une demande languissante, de faibles niveaux d'investissement et des taux de chômage plus élevés. Les taux d'intérêt, bien qu'ayant baissé, restent anormalement élevés en termes réels. Le commerce mondial s'est contracté, la concurrence est devenue plus vive, et les pressions protectionnistes se sont intensifiées.

Ces événements ont également eu de sérieuses conséquences brutales pour les pays du monde en développement. Leurs marchés d'exportation ont cessé de croître, et le prix réel de leurs produits de base a connu une chute. Pour certains, le fardeau de la dette est devenu fort lourd, imposant des contraintes au système financier international. L'incertitude qui entoure le marché pétrolier n'est que le dernier de ces facteurs de déstabilisation. La récession a réduit la demande mondiale en pétrole et rendu difficile de prévoir à quel niveau les prix se stabiliseront. Une chute des cours pétroliers n'aurait pas que du bon; une réduction limitée et contrôlée aurait probablement des effets bénéfiques.

Pour nous, les répercussions sont évidentes. Grande nation commerçante, le Canada ressent immédiatement tout rétrécissement de l'économie mondiale. Toute initiative de nos partenaires commerciaux pour restreindre le libre mouvement des biens et des services porte un dur coup à la prospérité canadienne.

Malgré ces difficultés, nous avons raison d'être optimistes. Le Canada s'en est bien tiré par rapport à nombre d'autres nations. Notre excédent commercial est à son niveau le plus élevé. L'inflation et les taux d'intérêt ont régressé, la demande de biens de consommation connaît